

Brundenius, Claes. *Revolutionary Cuba : The Challenge of Economic Growth with Equity*. Boulder (Col.)/London, Westview/Heinemann, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1984, 240 p.

André Joyal

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701942ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701942ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1985). Compte rendu de [Brundenius, Claes. *Revolutionary Cuba : The Challenge of Economic Growth with Equity*. Boulder (Col.)/London, Westview/Heinemann, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1984, 240 p.] *Études internationales*, 16(4), 895–897.  
<https://doi.org/10.7202/701942ar>

Ce qui ne signifie pas que cet ouvrage s'adresse au premier chef aux spécialistes des questions haïtiennes. En raison de l'étendue de la période couverte (1804 à nos jours), de la diversité des sujets abordés, ces derniers n'y trouveront pas toujours la profondeur de l'analyse qu'ils ont l'habitude de réclamer. Cette impression de survol, inévitable dans les circonstances, est fort bien compensée par ailleurs par cet immense répertoire de références consignées dans les notes en bas de pages et dans cette bibliographie thématique de huit cent quarante-cinq (845) titres. Ouvrage d'analyse et de combat, le livre de Barros est aussi un ouvrage de référence indispensable.

Antoine AMBROISE

Département de science politique  
Université Laval, Québec

BRUNDENIUS, Claes. *Revolutionary Cuba: The Challenge of Economic Growth with Equity*. Boulder (Col.)/London, Westview/Heinemann, Coll. "Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean", 1984, 240 p.

Comme le titre le laisse croire ce volume n'est pas écrit par un réfugié cubain vivant en banlieue de Miami. Que l'on soit cependant rassuré il ne s'agit pas davantage d'un ouvrage de propagande cherchant à faire croire en la réalité des lendemains qui chantent. À l'aide de nombreuses données statistiques, traitées de façon rigoureuse, l'auteur démontre que l'économie cubaine réussit à concilier croissance et développement. Défi que parviennent à relever avec succès très peu de pays en voie de développement ou nouvellement industrialisés.

C'est à la faveur de plusieurs séjours à Cuba que Claes Brundenius, chercheur au *Research Institute University of Lund* de Suède, a pu recueillir les données qui, dans un premier temps, ont donné lieu à la rédaction d'une thèse de doctorat. Cet ouvrage puise les éléments les plus pertinents de ce travail tout en mettant à profit les commentaires d'économistes bien au fait de la problématique reliée aux indicateurs économiques.

De l'aveu même de l'auteur, le débat qui a suivi la publication d'un rapport de la Banque Mondiale, mettant en évidence les succès que connaissent la Corée du Sud et Formose, a conduit à s'interroger sur les performances des pays du tiers-monde ayant adopté la voie socialiste. Le tableau que brosse l'auteur de l'économie cubaine ne déçoit pas les sympathisants de Fidel Castro. On apprend que le revenu *per capita* s'est accru en moyenne de 2,9% entre 1958 et 1980 ce qui signifie que le produit réel par habitant se trouve à avoir doublé durant cette période.

Cette évolution se rapproche de celle de l'ensemble de l'Amérique latine. Cependant, quand on prend en considération que la croissance fut pratiquement stagnante à Cuba durant les années 60 (alors que la croissance progressait à un rythme de 3% sur le reste du sous-continent) on voit que ce sont les années récentes qui marquent des points.

En voulant montrer la performance économique de la révolution cubaine, l'auteur prend un certain recul en présentant l'état de la situation au moment de la chute du régime de Baptista et durant les quelques années qui l'ont précédée. Les années de vaches maigres qu'a constitué la première décennie sont couvertes en portant une attention particulière, comme il fallait s'y attendre, à la fameuse *zafra* de 10 millions de tonnes tant convoitées. Comme Brundenius ne se limite pas à la prise en compte des grands indicateurs macro-économiques traditionnels, il consacre un chapitre à la présentation de données reliées à un indice composite visant à montrer le degré de satisfaction de besoins fondamentaux se rapportant à l'alimentation, le vêtement, l'habitation, l'éducation et la santé.

Et comme le principal objet du volume est de faire ressortir la comptabilité entre la croissance économique et l'équité, l'auteur consacre tout un chapitre sur la répartition du revenu avant 1959 et durant les deux décennies suivantes. Un dernier chapitre de quelques pages permet de comparer la situation qui prévaut à Cuba avec celle qui caractérise certains autres pays latino-américains. Le tout se voit compléter par près de 90 pages partagées en deux appendices dont l'un contient

une gamme très variée de tableaux statistiques. Comme l'auteur s'est inspiré d'une étude portant sur la nature de la croissance économique au Canada, c'est avec curiosité que l'on apprend (ou réapprend) le prix au kilo, en 1961, du boeuf, du beurre, du spaghetti, de la bière et beaucoup d'autres denrées que l'on peut comparer avec le prix équivalent à Cuba en 1977. Le lecteur intéressé se voit offrir une multitude de tableaux de ce genre ce qui évite de reprocher à l'auteur de ne pas présenter les chiffres sur lesquels il fait assoir son argumentation.

Ce recours à des statistiques variées et l'utilisation d'études étrangères susceptibles de guider son analyse démontre que l'auteur cherche à éviter de prêter le flanc à la critique. Il est parfaitement conscient des difficultés que présentent le traitement de données statistiques d'un pays socialiste. C'est ce qui l'incite à écrire : « *In countries such as Cuba, which clearly wish to show the superiority of their economic and social systems, the temptation to hide or distort information might be overwhelming. But not to tell the whole truth is not the same as telling a lie* » (p. 20). L'auteur a donc procédé, comme il le mentionne, à la façon d'Alex Nove en ce qui regarde l'interprétation des données de sources soviétiques. La prudence est évidemment de mise.

Le souci d'être le plus rigoureux possible conduit l'auteur à faire la critique d'un indice composite appelé « *physical quality of life index* » (PQLI) qui fut utilisé en 1979, démontrant que sur un total possible de 100, Cuba obtenait un score de 84 se situant bien en avance sur des pays comme le Brésil et le Pérou (cotés respectivement à 68 et 62). Cet indice comprend trois dimensions : l'espérance de vie à un an, le taux de mortalité infantile et le taux d'alphabétisation, chacune recevant la même pondération.

Considérant cet indice trop simpliste et bien conscient des difficultés que présente la construction d'un indice couvrant les besoins fondamentaux, l'auteur a confectionné son propre indice afin d'évaluer la performance de Cuba durant la période allant de 1958 à 1980. Cet indice permet de constater l'ampleur des difficultés rencontrées durant les premières an-

nées de la révolution. Il ne s'élève que de 0,2 % et 1,2 % de 1961 à 1965 et de 1966 à 1970 respectivement. Les choses se présentent beaucoup mieux pour la période 1971-1975 alors que l'indice s'accroît de 8,5 % pour retomber à un niveau de croissance de 3 % de 1976 à 1980.

On ne peut éviter la fameuse courbe de Lorenz lorsque l'on cherche à évaluer la répartition des revenus. En représentant comment se répartissent en pourcentage les revenus et leur détenteurs on peut ainsi savoir la fraction du revenu national qui revient, par exemple, aux 10 % plus riches et aux 10 % plus pauvres d'une économie. Les courbes comparant la situation pour les années 1953, 1962 et 1978 font voir une différence très marquée en faveur d'une répartition plus égalitaire.

Pour l'auteur, le succès le plus spectaculaire de la révolution cubaine se vérifierait dans le fait que les inégalités entre les revenus urbains et ruraux se sont amenuisées considérablement. Alors qu'en 1962 le salaire moyen en milieu rural était inférieur de moitié à son équivalent en milieu urbain, en 1980 la différence de revenu n'était plus que de 14 %. Or, il ne semble pas que cette évolution résulte d'une diminution des gains des travailleurs des villes. L'auteur insiste beaucoup sur l'amélioration de conditions de vie dans les campagnes. « *This success in equalizing the living conditions between town and village is perhaps one of the most important lessons to be drawn from the Cuban experience* » (p. 121).

Pour bien situer l'ampleur des progrès que l'auteur met en évidence il recourt à nouveau aux informations que dégage la courbe de Lorenz pour montrer une évolution beaucoup plus favorable que celle que connaissent le Brésil et le Pérou. Au pays de la samba, malgré l'occurrence d'un soi-disant miracle, en 20 ans, le revenu des 40 % plus pauvres n'a fait que doubler alors que l'on enregistre à Cuba, pour cette catégorie, une augmentation de 500 %. Quant aux plus pauvres des Péruviens ils ne souffrent pas la comparaison car leur revenu a décliné durant la même période. En conséquence, si Cuba n'est pas le Pérou des *conquistadores* ce n'est pas

non plus (pour son avantage) le Pérou contemporain.

Pour en savoir davantage sur la croissance économique à Cuba et sur les différentes approches conduisant à son évaluation, les intéressés tireront profit d'un récent article co-signé par Claes Brundenius dans *Comparative Economic Studies*, vol. XXVII, no 1, 1985.

André JOYAL

Département d'économie  
Université de Québec à Trois-Rivières  
Trois-Rivières, Canada

LEIKEN, Robert S. (Ed.) *Central America: Anatomy of Conflict*. New York, Pergamon Press, 1984, 361 p. (Published in Cooperation with Carnegie Endowment for International Peace).

Les ouvrages collectifs n'ont jamais été très faciles à recenser. Cela à cause de l'inégalité de la qualité des oeuvres, de leur dispersion dans le temps de leur rédaction et d'un certain moulage plus ou moins forcé de l'éditeur pour tenter d'intégrer les textes, sinon de les uniformiser.

Le collage – avoué d'ailleurs – de Robert Leiken n'a en commun avec ces ouvrages collectifs que la difficulté de recension. En effet, les oeuvres sont toutes originales, ont toutes été écrites en même temps et chaque auteur a été laissé libre de présenter sa thèse sans trop d'ingérence apparente de la part de l'éditeur. De plus, les auteurs n'ont pas été choisis pour leur appartenance à une idéologie ou une politique particulière.

Cette « anatomie » du conflit en Amérique centrale est en fait une excellente dissection de toute la dynamique structurelle et conflictuelle présente en cette partie du monde. Diverses approches – historiques, sociologiques, économiques, politiques, diplomatiques, stratégiques et autres, maniées avec dextérité et expertise par des auteurs d'expérience et de renom font de *Central America: Anatomy of Conflict* un ouvrage de grande qualité à être lu par tous ceux intéressés par cet isthme troublé qui relie les grandes Amériques.

Ce qui se dégage de l'ensemble des textes c'est d'abord la constatation que le grand débat en Amérique centrale semble s'être cristallisé autour des tensions est-ouest ou entre riches et pauvres sans accorder suffisamment d'importance à la distribution du pouvoir à l'intérieur des républiques centraméricaines, pouvoir politique d'abord, pouvoir économique ensuite. Un deuxième thème demeure la question épineuse de transfert du pouvoir – trop souvent par coup d'État – et du rôle prépondérant des forces armées locales et de leurs relations avec les structures du pouvoir.

D'autres thèmes tout aussi essentiels sont fort bien traités: le rôle important de la classe moyenne, l'importance d'une solution politique (non militaire), l'importance d'une solution régionale (non hégémonique), et l'importance primordiale de la formation d'un consensus américain et d'une solution centraméricaine négociée.

Inconsciemment sans doute, Leiken et les autres auteurs, en traitant de l'Amérique centrale, touchent à divers sujets auxquels les Canadiens ne sauraient être insensibles. Ils discutent en effet des théories de l'arrière-cour (*bakyardism*) et de « finlandisation ». La théorie de l'arrière-cour condamnerait les nations limitrophes aux superpuissances à une souveraineté limitée, car ces nations font partie automatiquement d'une zone d'influence où l'importance vitale de chaque État est reliée à sa position géostratégique. La théorie de la finlandisation suppose qu'un tel État ne peut se payer le luxe de grands gestes émotionnels ou trop critiques envers la superpuissance voisine, au prix de retombées coûteuses sinon dangereuses. Malheureusement ces États limitrophes sont aussi réglés, généralement, dans leur développement économique et politique. Dans aucun domaine ne leur est-il permis de devancer la puissance voisine protectrice et dans aucun cas ne peuvent-ils contribuer – fût-ce au niveau perceptuel – à l'insécurité de la « maison-mère ». N'est-ce pas là le cas du Nicaragua, encore plus du Mexique, et sûrement du Canada?

Avant de conclure, j'aimerais souligner l'excellent survol de Robert Leiken qui sert d'introduction et qui s'avère plus nuancé que